

## Le point de vue des utilisateurs

**N**DIOGO FALL est président du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa, Ndiogou.fall@cncr.org ; www.roppa-ao.org). Lors d'un entretien réalisé en décembre 2004 à Ouagadougou (Burkina Faso), Grain de sel a voulu savoir ce qu'il en était pour lui de la recherche agricole...

**GRAIN DE SEL :** La recherche agricole d'aujourd'hui répond-elle aux besoins des utilisateurs et sinon, quelles sont ses limites ?

**N**DIOGO FALL : Dans les années de gloire de la recherche en Afrique, celle-ci était en déphasage avec ses utilisateurs : elle était concentrée sur des productions agricoles destinées à l'export (coton, arachide, café, cacao, etc.). Ainsi la méthodologie, les systèmes de production, les productions locales étaient en dehors du champ de la recherche. Cette conception a fortement limité son utilité.

Aujourd'hui la recherche africaine se transforme en une simple boîte aux lettres : les instituts reprennent des éléments de recherche et des positions qui ont été définis par des chercheurs du Nord (par exemple les OGM). Les initiatives qui correspondent aux besoins réels n'existent pas ou peu.

Les processus de vulgarisation ont été « filiarisés », ce qui a eu pour conséquence d'ignorer certains pans de population, non pris en compte dans une approche filière. Plus généralement on a assisté à une déconnexion entre le conseil et la structure sociale. Par exemple l'alphabétisation des femmes, qui ont un rôle particulièrement important dans le domaine agricole, a été négligée au profit de celle des jeunes paysans qui, dans une structure traditionnelle, n'ont pas le pouvoir.

Ainsi aujourd'hui, le producteur doit souvent s'en remettre à lui-même et pratique une agriculture traditionnelle, qui a certes des points positifs (par exemple utilisation de ses propres semences d'une année sur l'autre), mais qui manque de performance.

Un des points où la recherche aurait également dû s'impliquer est dans la législation. Dans le domaine des semences par exemple, le paysan est désarmé. Si le produit qu'il achète est mauvais, il n'a pas de recours. Ainsi certains se méfient fortement des semences des stations de recherche, qu'ils payent et qui ne sont pas au niveau de leurs espérances. Ce point

est un facteur important de découragement des agriculteurs : les rendements réels sont parfois 40 % inférieurs à ceux annoncés.

**GDS :** Quelle est et quelle devrait être la collaboration entre recherche et organisations paysannes ?

**NF :** Si les thématiques de la recherche doivent être inspirées par les utilisateurs finaux, par contre les producteurs ne doivent pas s'impliquer directement dans la définition des priorités d'ensemble. C'est aux décideurs politiques d'être conscients des priorités à donner à la recherche. Depuis les politiques d'ajustement structurel, on a demandé aux paysans de payer la recherche, or ce rôle doit être joué par l'État, car la recherche est avant tout un service public.

Longtemps, le rapport chercheur/paysans était une relation à sens unique. Le chercheur imposait ses vues et les techniques à appliquer. Ceux des paysans qui suivaient les directives les appliquaient sans compréhension. Or l'utilisateur doit pouvoir dialoguer et dire « dans ce que je fais, voilà les problèmes ».

Une autre nécessité dans ce rapport est d'élargir les champs de recherche : pour comprendre et agir sur le monde paysan, il est nécessaire d'intégrer des éléments anthropologiques, sociaux, sur l'exploitation agricole, et non uniquement des éléments de technique agricole.

L'efficacité doit être une des notions centrales guidant l'action des chercheurs, car le producteur a des attentes immédiates. Ce qui manque donc, c'est l'observation des attentes. Si la recherche tarde à décoller, c'est notamment parce qu'il manque cette observation, ce dialogue. Une recherche qui ne travaille pas de cette façon ne peut être performante.

**GDS :** Du point de vue des OP, quelles sont les questions sur lesquelles la recherche doit travailler en priorité aujourd'hui ?

**NF :** Nous devons nous recentrer sur ce que nous sommes et ce que nous voulons, et ne pas suivre les modes dictées par d'autres (par exemple les États-Unis avec les OGM). En particulier, il faut valoriser la production végétale et animale africaine. Il s'agit de l'axe principal, car c'est ce que nous mangeons. Ainsi l'effort de la recherche devrait-il porter sur la transformation des espèces africaines, sur leur valeur nutritionnelle, et enfin, apporter des réponses adaptées aux problèmes de sécurité alimentaire. ■

### Quelques centres régionaux

Nom de l'institution	Siège	Pays membres	Site internet
Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (Adrao)	Côte d'Ivoire (Bouaké) <sup>1</sup>	17	www.warda.org/adrao/
Institut du Sahel (Insah)	Mali (Bamako)	9	www.insah.org/index.html
Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est et du Sud (Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Southern Africa : Asareca)	Ouganda (Entebbe)	10	www.asareca.org/
Conseil ouest- et centre africain pour la recherche et le développement (Coraf)	Sénégal (Dakar)	21	www.coraf.org/

### Quelques centres nationaux

Nom de l'institution	Pays	Site internet
Institut de l'environnement et des recherches agricoles (Inera)	Burkina Faso	www.inera.bf/index.htm
Centre national de la recherche appliquée au développement rural (Fofifa)	Madagascar	www.refer.mg/madag_ct/rec/fofifa/index.htm
Institut d'économie rurale du Mali (IER)	Mali	www.ier.ml/
Institut des sciences agronomiques du Rwanda (Isar)	Rwanda	www.isar.cgjar.org/
Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra)	Sénégal	www.isra.sn/
Institut togolais de recherche agronomique (Itra)	Togo	www.itranet.tg

### Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)

Nom de l'institution	Siège	Pays membres	Site internet
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)	États-Unis (Washington)	Le GCRAI appuie 15 centres internationaux de recherche agricole	www.cgjar.org/index.html

1. Compte tenu de l'insécurité qui règne en Côte d'Ivoire, le personnel de direction, de recherche et administratif est relocalisé à Cotonou (Bénin).

Source : ADRAO Actualités, 3 décembre 2004.